

Communiqué de presse

Directeurs d'hôpitaux : une prime de fidélité... au libéralisme !

Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Le ministère de la santé vient d'accorder une prime de 10000 euros pour la gestion d'établissements difficiles aux directeurs qui acceptent de rester plus de cinq ans à leur poste. Cela concerne 56 établissements sur le territoire.

En quoi un établissement peut il être difficile ?

Il peut être difficile si ses comptes sont déséquilibrés.

Il peut être financièrement en mauvaise posture soit parce qu'il n'aurait pas reçu les budgets nécessaires à son fonctionnement, soit parce qu'il aurait été mal géré. Ceux qui pâtissent le plus de cet état de fait sont avant tout les personnes soignées, celles qui devraient l'être et les personnels. Pas lkes administrateurs qui font partie de la chaîne de responsabilité de la situation.

Il peut être difficile si les relations sociales en son sein sont mauvaises.

Les salaires de la fonction publique hospitalière sont très bas et les conditions de travail très difficiles (plannings modifiés du jour au lendemain, repos supprimés, sous-effectif chronique...). Les mouvements de protestation de ces personnels ne sont pas entendus par les gouvernants. Cela entretient un climat de souffrance au travail, de tension permanente, d'autant plus fort chez les soignants que ceux-ci sont conscients de plus en plus de ne pas remplir leur mission de soin de façon satisfaisante malgré tous les efforts consentis en ce sens.

A ceci se rajoutent des conditions de travail localement encore plus dégradées qu'ailleurs. En fait ce sont les établissements où les directions se sont montrées les plus dictatoriales, privilégiant leur pouvoir au mépris du dialogue social, que les situations sont les plus difficiles.

Ce n'est pas une prime au mérite, c'est une prime de la honte. Le gouvernement récompense ses fusibles ou ses zélés serviteurs là où s'exprime le mieux la volonté poursuivie de démantèlement des moyens du service public, là où sa mission est menacée.

L'attribution de cette prime se fait dans le cadre d'un protocole sur l'ensemble de la fonction publique hospitalière dans lequel l'écrasante majorité des personnels ne touchera que des miettes.

Sud Santé Sociaux y voit une provocation supplémentaire.

La fédération nationale Sud Santé Sociaux exige que le gouvernement retire cette mesure et prenne en compte l'alarme donnée par les professionnels (les directeurs eux-mêmes par le biais de la Fédération Hospitalière de France, tirent la sonnette d'alarme) en ouvrant de véritables négociations sur l'avenir du service public hospitalier et les difficultés de l'ensemble des catégories de personnel.

Il y a urgence aujourd'hui à faire autre chose qu'à saupoudrer des primes de fidélité à une politique libérale et antisociale.

Paris le 28 août 2007